

INTRODUCTION

En 1952, après trois ans de réorganisation interne, le ministère des Affaires extérieures était enfin en mesure de poursuivre adéquatement ses nouvelles activités, tant au Canada qu'à l'étranger.¹ Une fois ce projet mené à bien, Arnold Heeney quitta son poste de sous-secrétaire aux Affaires extérieures en avril et devint le premier délégué permanent du Canada auprès du nouveau Conseil de l'Atlantique Nord à Paris. Dana Wilgress, haut commissaire au Royaume-Uni, succéda à M. Heeney, cependant que Norman Robertson remplaça M. Wilgress à Londres. En septembre, de nouveaux changements se produisirent au sein du sous-secrétariat. R.A. MacKay et R.M. Macdonnell furent nommés sous-secrétaires adjoints en remplacement de Escott Reid, qui, de sous-secrétaire suppléant, devint haut commissaire en Inde, et de H.O. Moran, qui fut nommé ambassadeur en Turquie. En novembre, Charles Ritchie, sous-secrétaire adjoint, était promu au poste de sous-secrétaire suppléant. L'expansion des missions, qui s'était considérablement ralentie au moment de la réorganisation, put reprendre en 1952, bien qu'à un rythme plus modéré qu'au cours des premières années d'après-guerre (Chapitre I). Les nouvelles missions avaient essentiellement comme objectif de promouvoir les intérêts commerciaux du Canada à l'étranger (document 36).

La guerre de Corée continuait d'occuper le devant de la scène internationale, alors que les négociations de paix entre le Commandement des forces des Nations unies, placé sous la direction des Américains et les autorités chinoises et nord-coréennes retenaient de plus en plus l'attention générale (Chapitre II). Compte tenu du rôle central joué par les États-Unis dans la conduite de la guerre et au cours des pourparlers de paix, les responsables canadiens suivaient avec un intérêt de tous les instants l'évolution de la politique américaine à cet égard. Comme les responsables américains avaient tendance à prendre des décisions unilatérales, Ottawa ne cessa de rappeler à Washington combien l'information et la consultation étaient essentielles avant de passer à l'action. Toujours dans le but d'exercer une plus grande influence sur les politiques américaines, les responsables canadiens ont aussi cherché à maximiser le rôle des Nations unies lors des débats sur la Corée. Malgré des résultats mitigés, de telles démarches ont néanmoins eu pour effet d'amener les États-Unis, initialement peu favorables à cette idée, à accepter une résolution de l'Assemblée générale parrainée par l'Inde et ayant trait à la libération des prisonniers de guerre.

La délégation canadienne aux Nations unies s'occupa par ailleurs d'une foule d'autres dossiers qui retenaient l'attention de l'ONU (Chapitre III). Ainsi, même si des sujets tels que la Commission de conciliation des Nations unies pour la Palestine, l'Afrique du Sud-Ouest, la Tunisie et le Maroc ne le

¹Pour de plus amples renseignements concernant cette réorganisation, voir John Hilliker et Donald Barry, *Ministère des Affaires extérieures du Canada, Volume II (1946-1968)* (à paraître).